



Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice, « RRSJ »

COORDINATION PROVINCIALE DU KATANGA

Tél. : 0997033676-0824151475 Emails : katanga@rrsj-rdc.org /
pascalleya@yahoo.fr

ASBL de droit congolais, doté de la Personnalité Juridique aux termes de l'Arrêté Ministériel
n°767/CAB/MIN/J&DH/2012 du 18 avril 2012

Projet d' :

« Appui de la Société Civile à la vulgarisation, au suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098 et au plaidoyer pour la réforme de l'Armée en République démocratique du Congo »

**RAPPORT MENSUEL DU KATANGA
AOUT 2014**

I. CONTEXTE ET SITUATION SECURITAIRE DU MOIS

Les groupes armés créent l'insécurité dans le Nord-Katanga. Les plus en vue sont certainement les miliciens de Mai-Mai Yakutumba qui rendent le climat sécuritaire « *volatile et imprévisible* », selon le Porte-parole de la MONUSCO.. A ce climat d'insécurité s'ajoutent les tensions ethniques entre bantous et pygmées.

Pour preuve : la situation sécuritaire s'est brusquement détériorée au milieu du mois avec des nouvelles batailles entre bantou et pygmées spécialement dans le Territoire de Kabalo et à Ankoro (Territoire de Manono). Plusieurs personnes appartenant à la « Communauté Pygmée » ont trouvé refuge dans diverses écoles de Kabalo et d'Ankoro.



Nord-Katanga : plus de 800 personnes appartenant à la « Communauté Pygmée » ont fui leurs habitations et se réfugient à Kabalo-centre, dans des conditions sécuritaires inadmissibles...

Le 17 août : le Ministre de l'Intérieur du Gouvernement central et plusieurs autorités de la province se sont rendus dans ces localités où, une fois encore, ils ont « résolu » le problème en donnant de l'argent aux belligérants ! Quelque temps après, le représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU se rend aussi à Manono, catégorisé « îlot de paix ».

Le 18 août : arrestation de 20 personnes considérées comme instigatrices de ces désordres et transférées à Lubumbashi pour jugement.

Entretemps les problèmes fondamentaux (pauvreté excessive, chômage, manque d'idéal, oisiveté, délinquance juvénile, conflits de succession de sultanat....) n'ont pas été résolus. C'est toujours une bombe à retardement qui continue à respirer !

JUSTICE : Poursuite (les 7 et 28 août 2014) du procès de M. Georges MBUYU BINTUKUMAHA, poursuivi conformément à l'article 1, alinéa 3 de l'Ordonnance-loi n°66/342 du 7 juin 1966 relative à la répression du racisme et du tribalisme.

Aux dires de l'accusation, le précité aurait déclaré que les pygmées « *ont les mêmes droits que les bantus, qu'ils doivent se libérer de la domination, de l'exploitation, de l'exclusion, de la privation d'accès aux droits dont ils sont victimes de la part des bantus* ». Il s'agit de le juger pour avoir été à l'origine de cette situation malencontreuse.

a) « BAVURES » DES SERVICES DE SECURITE :

Presque dans tous les territoires, les services de sécurité continuent à s'occuper des affaires étrangères à leurs attributions (problèmes conjugaux, problèmes de concessions des palmeraies, de divorce...)

Rien n'est fait pour que les confusions soient levées quant aux attributions entre le tribunal de paix, parquet et le tribunal secondaires de grande instance, la PNC, la DGM, les FARDC, l'administrateur du territoire et ses services.

b) BAVURES POLICIERES

Rien de spécial à signaler si ce n'est que la PCR continue à exiger de l'argent aux motards pour passer le pont de la Lukuga à Kalemie et sur ceux jetés sur le fleuve Lualaba à Kongolo et à Kabalo.

c) RESURGENCE DES BARRIERES :

Malgré les démentis des autorités, les barrières continuent à fonctionner. Quand on pose à question aux concernés : pourquoi toutes ces perceptions ?

Réponse : comme l'armée, la police, le DGM et le service de trascom ne peuvent pas percevoir des taxes aux centres des territoires, il vaut mieux le faire sur la route !

d) COUPEURS DE ROUTES :

Sur le tronçon Kalemie-Nyunzu ont opéré à la fin de juin et les FARDC ont arrêté 2 jeunes présentés comme tels. Dès lors, on n' a plus entendu d'eux. Jusque là. Sur le tronçon Kalemie-Bendera, c'est le calme plat.

ACTIVITES DES GROUPES ARMES

a) *NORD-KATANGA*

D'une manière générale, la situation sécuritaire, continue à se stabiliser au Nord-Katanga.

b) *KALEMIE*

Les Maï-Maï YAKUTUMBA, dont le terrain d'action se trouve au Sud-Kivu (Fizi, Baraka...), ont, à bord de leur speed boat, attaqué un bateau, à 5 km du port de

Kalemie, sur le lac Tanganyika ! Heureusement qu'ils n'ont pas pu arraisonner le bateau ou procéder au pillage...

II. ETAT D'AVANCEMENT DE LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE AU KATANGA

Au fil du temps, l'autorité de l'Etat disparaît progressivement pour laisser la place à l'individualisation. Car, tout celui qui détient une parcelle de l'autorité de l'Etat la met à son service et pas au service de la communauté. Eon a remarqué que même pour faire appliquer la loi, les détenteurs de l'autorité de l'Etat négocient avec les inciviques. Le souhait est que l'autorité de l'Etat s'affirme pour le bien de tous et s'occupe des problèmes réels de la population.

III. LES ENJEUX ET LES DEFIS A RELEVER :

Ils sont nombreux tels que les lignes ci-hauts viennent de le monter.

IV. RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES :

- Que le BCN trouve des moyens financiers susceptibles de permettre au RRSSJ-Katanga de faire un travail permanent et plus fouillé et de surveiller de plus près l'évolution de la situation sécuritaire. Ce qui permettra la sensibilisation sur la mise en œuvre de la réforme de la police en RDC.
- Réforme de la Justice : un autre champ serait celui d'expliquer à la population les attributions d'un Tribunal de Paix, Parquet de Grande Instance, Tribunal de Grande Instance, la PNC, les FARDC, l'autorité politico-administrative, l'ANR, la DGM, etc.

-
-

Pour le RRSSJ-Katanga,

Ghislain KABAMBA